

**Analyse/Diagnostic**

Une agriculture économiquement saine est le pilier d'un développement et d'une occupation raisonnables du territoire dans nos régions de campagne. Beaucoup de professions dépendent de la paysannerie, que ce soit dans ce qui vient avant ou après l'agriculture. Dans le secteur agricole, où que ce soit sur la planète, il n'y a pas de prix fixes qui naîtraient d'un marché au fonctionnement optimal. Malgré les efforts de libéralisation du WTO, il y aura toujours des circonstances et des mesures pour rendre impossibles des prix de marché mondialement transparents. Les subventions à l'exportation faussent les marchés agricoles. Entre autres, ils empêchent les pays en voie de développement de bâtir une économie rurale performante. Une petite partie seulement du prix final des produits revient aux paysans.

Dans les pays industrialisés règne l'idée selon laquelle les produits alimentaires ne devraient rien coûter, afin qu'il reste le plus d'argent possible pour les loisirs et les produits de luxe. Dans un futur proche, les produits alimentaires d'aujourd'hui serviront de plus en plus à la production de biocarburants. L'auto-provisionnement est un mandat constitutionnel. Dans l'agriculture, la jungle des subventions est tortueuse et difficile à saisir de manière globale.

**Objectifs**

Chaque pays a le droit et le devoir d'utiliser ses propres ressources alimentaires. Au contraire de l'industrie et des services, l'agriculture est liée aux conditions climatiques, topographiques, et au type de sol. Des mesures de protection correspondantes aux besoins réels, et en faveur d'une agriculture forcément liée au lieu de son exploitation, sont donc légitimes. Les prix de référence ont leur raison d'être, mais uniquement s'ils sont basés sur des critères comparables. Les efforts internationaux de libéralisation des marchés agricoles sont très douteux. Ce ne sont pas que les distorsions du marché qui font problème. Mais les conséquences fâcheuses, sur le plan mondial, des méthodes de production intensives dues à une paysannerie dépendante, sont des clivages sociaux et des dommages à l'environnement. Nos paysans doivent pouvoir produire des biens de bonne qualité, dans un esprit d'innovation et d'entreprise. C'est l'Etat qui veille à ce que les conditions-cadre soient optimales. De courtes distances pour l'approvisionnement et pour la transformation des produits sont compatibles avec la politique de l'environnement, et des transports.

**Propositions de solutions**

- La source de revenus la plus importante, pour les paysans, doit provenir de la vente de leurs produits et prestations, mais pas des subventions.
- Les mesures de protection à l'importation doivent se baser sur les prix à la production, car ce sont eux qui correspondent aux frais réels et qui permettent de les couvrir. Ils garantissent aussi un salaire honnête aux producteurs indigènes. On peut les comparer avec les conditions de production en Suisse (protection des animaux et de l'environnement y comprise).
- Les subventions à l'exportation doivent être entièrement et internationalement supprimées.
- Les nombreuses subventions devraient passer par les filtres critiques de la justification et de l'efficacité.
- Il faut démanteler les structures cartellisées, aussi bien du côté de l'offrant que du côté du recevant.
- L'Etat se limite à une exécution efficace de ses obligations et des contrôles légaux. Il n'impose pas de méthodes de production.
- Les paysans doivent pouvoir offrir des services innovants. Les lois sont adaptées en conséquence (p.ex. Loi sur l'aménagement du territoire, droit de territoire, droit de fermage, changements d'affectation d'immeubles).
- Renforcement du marketing des produits et services régionaux, y compris la vente à la ferme.